CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MEDITERRANEE CORSE
SÉANCE DU 13 JUIN 2018

PROCÈS-VERBAL

(approuvé par délibération n°2018-21 du 5 septembre 2018)

Le mercredi 13 juin 2018 à 9 heures 35, le conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est réuni en séance plénière dans les locaux de la délégation de Lyon, Espace Rhône (69007), sous la présidence de Monsieur Stéphane BOUILLON, président du conseil d'administration de l'Agence.

Une liste détaillée des participants et des membres absents ayant donné leur pouvoir figure en annexe du présent procès-verbal. Plus de la moitié des membres étant présents ou ayant donné pouvoir **(35/38)**, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

I. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 7 MARS 2018

En l'absence de remarque, le procès-verbal de la séance du 7 mars 2018 est approuvé à l'unanimité par délibération n°2018-12.

II. ADAPTATION DE CERTAINES DISPOSITIONS CONCERNANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SES COMMISSIONS

1°/ Modifications du règlement intérieur du conseil d'administration

M. CHANTEPY indique qu'il est proposé de faire évoluer la charte de déontologie de l'Agence, afin de conduire, conformément à la loi Biodiversité, tous les administrateurs (y compris les administrateurs Etat, jusqu'alors exonérés) à effectuer une déclaration d'intérêts. Les administrateurs refusant d'effectuer cette déclaration perdront leur voix délibérative. En outre, il est proposé de porter de 6 à 7 le nombre de représentants de l'État et de ses établissements publics au sein de la commission du programme, afin d'y intégrer l'Agence française pour la biodiversité.

M. ROY indique en réponse à une question de M. RAYMOND qu'un seul administrateur se refuse encore à effectuer sa déclaration d'intérêts. Il ajoute que tous les agents ont souscrit à cette déclaration, alors que la loi ne les y contraint pas.

M. BOUILLON propose que les mesures adoptées sur ce point prennent effet dès le conseil d'administration du mois de septembre 2018.

La délibération n°2018-13 portant sur les modifications du règlement intérieur du conseil d'administration est adoptée à l'unanimité, avec effet à partir du prochain conseil d'administration.

2°/ Modifications de la délibération n°2015-17 relative à la commission des aides et délégations aux directeurs en matière d'attribution et de gestion des aides

M. CHANTEPY souligne que l'Agence est désormais fréquemment conduite à rejeter des demandes de subvention pour des projets pourtant éligibles aux règles d'intervention de l'agence, pour des raisons d'insuffisance de crédits. Il est donc nécessaire de préciser les critères de priorisation des demandes et d'accorder une délégation à la commission des aides et, en-dessous de certains seuils, au directeur en matière d'attribution mais aussi de refus des aides.

La délibération n°2018-14 portant sur les modifications de la délibération n°2015-17 relative à la commission des aides et délégations au directeur en matière d'attribution et de gestion des aides, est adoptée.

III. RÈGLES DE PRIORISATION DES DOSSIERS DE DEMANDES D'AIDE POUR L'ANNÉE 2018 (point V de l'ordre du jour initial)

Présentation

M. PICOCHÉ précise qu'en application du point précédent, il est proposé au conseil d'administration de délibérer pour adopter les critères de priorités pour l'année 2018. L'expression de besoins réalisée en interne en fin d'année 2017 fait ressortir des demandes de subvention comprises entre 600 et 650 millions d'euros, pour une enveloppe d'autorisation d'engagement disponible d'un montant de 410 millions d'euros, d'où la nécessité de prioriser. M. PICOCHÉ présente les priorités proposées :

- De manière transverse, établir des critères de maturité des dossiers pour privilégier les opérations les plus avancées, c'est-à-dire celles qui consommeront rapidement des crédits de paiement (pour ne pas laisser gonfler la trésorerie) ;
- En priorité 1, les opérations prévues dans un contrat signé par l'Agence (sous réserve du respect des conditions de délai et autres contreparties stipulées dans le contrat) ou relevant d'un appel à projets ;
- En priorité 2, les opérations ne relevant pas de la priorité 1, mais portant sur des objectifs prioritaires du programme (TOP6 notamment) ;
- En priorité 3, les opérations de solidarité urbain-rural ou faisant l'objet d'un cofinancement départemental ;
- En priorité 4, les autres opérations ;
- Enfin, en sus de ces priorités, il est proposé de ne plus accorder de dérogation visant à autoriser le dépassement des coûts plafonds fixés par thématique.

Débats

M. FRAGNOUD souhaite connaître le critère le plus restrictif.

M. PICOCHÉ indique que le degré de maturité s'applique à la totalité des projets. Pour le reste, le fait de ne pas relever de la priorité 1 peut être déterminant, sachant que l'enveloppe pourrait être saturée avec les seuls projets relevant des priorités 1 et 2. Très peu d'opérations du niveau de priorité 4 devraient être retenues.

M. PAUL considère que la remise en cause du déplafonnement des aides constitue un coup porté aux grands projets, lesquels ont, pour la plupart, donné lieu à un contrat entre l'Agence et les collectivités. En contrepartie de bonifications, les collectivités se sont engagées à réaliser des actions ne relevant pas de leurs priorités, mais des priorités de l'Agence. Cette dernière renierait sa parole en ne les subventionnant pas au niveau prévu par écrit dans un contrat. M. PAUL illustre sa position en évoquant le projet d'émissaire de la nouvelle station d'épuration de Cagnes-sur-Mer. Estimé à près de 6 millions d'euros en 2014, ce dossier devait être déposé en 2016. Il a été déposé plus tardivement, ce qui a déjà fait perdre au maître d'ouvrage le taux bonifié initialement prévu. Conformément aux demandes de l'Agence, la gouvernance du système d'assainissement a été modifiée. Les seuils de mesures ont également été modifiés pour répondre aux demandes de l'Agence.

Le marché a récemment été attribué, pour un montant supérieur à 7 millions d'euros. Or, l'aide de l'Agence, initialement fixée à 2,975 millions d'euros, serait, si la dérogation au coût plafond est refusée, limitée à 0,289 million d'euros. Alors que le projet coûte 1 million d'euros de plus que prévu, l'aide apportée accuserait donc une baisse de près de 2,7 millions d'euros. Une baisse aussi drastique a forcément une répercussion grave sur les projets. L'interdiction de déplafonnement permettra à l'Agence d'économiser 9 millions d'euros en 2018, dont 7 millions d'euros impactant les grandes collectivités, lesquelles par ailleurs sont de plus en plus mises à contribution et pâtissent gravement des évolutions des politiques de l'agence prévues au 11^{ème} programme.

M. REAULT souscrit aux propos de M. PAUL, observant que la métropole marseillaise se trouve dans une situation comparable. Les grandes collectivités paient la décision de l'État, consistant à mettre à mal les ressources transitant par les agences de l'eau. Le budget de l'Agence est contraint, ce qui conduit à fixer des priorités. Toutefois, les contrats déjà signés ont vocation à être respectés, en particulier lorsqu'ils conduisent des collectivités à engager plusieurs millions d'euros, alors que leurs propres budgets sont impactés par les coupes imposées par l'État. En l'espace de quelques semaines, l'Agence revient sur ses engagements contractuels. Dans le cas cité par M. PAUL, l'aide ne représenterait plus que 10 % du montant du projet, alors qu'il a fait l'objet d'un engagement contractuel.

Mme BLANC souhaiterait que les aides aux études et aux schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement restent prioritaires, afin d'encourager les communes à poursuivre les efforts engagés et à transmettre des connaissances précises aux EPCI.

M. BONNETAIN invite l'Agence à solder le 10^{ème} programme de manière honorable, alors qu'il sera très difficile de faire accepter les changements qui marqueront le 11^{ème} programme.

M. BOUILLON suggère de confirmer le principe de non-dérogation, mais en prévoyant de soumettre à la Commission des aides une exception concernant les contrats déjà signés.

M. ROY observe qu'en assainissement, les demandes atteignent 140 millions d'euros, pour une enveloppe de 78 millions d'euros. Comme cela a été souligné, le déplafonnement coûterait 9 millions d'euros. L'amendement évoqué par M. BOUILLON réduirait ce coût à un montant compris entre 6 et 7 millions d'euros, qui devra donc s'imputer sur l'enveloppe de 78 millions d'euros précitée.

Sur le point soulevé par Mme BLANC, les projets visant à anticiper le transfert de compétences introduit par la loi NOTRe relèvent du niveau de priorité 1.

M. PAUL demande s'il faut comprendre que les dossiers présentés par les services de l'agence en Commission des aides tiendront compte du déplafonnement.

M. ROY précise que la prise en compte des dossiers déplafonnés fera l'objet d'un débat en Commission des aides.

M. PAUL considère que les dossiers doivent être présentés à la Commission des aides par l'agence en étant déplafonnés. Il ne serait pas opportun de présenter des dossiers

plafonnés, puisque cela reviendrait à pré-orienter le choix de la Commission et à considérer par défaut que les contrats signés n'auraient pas vocation à être honorés en totalité.

M. BOUILLON donne raison à M. PAUL. Les dossiers seront présentés déplafonnés à la Commission des aides.

M. RAYMOND s'interroge sur la période de transition pour les EPCI n'ayant pas passé de contrat.

M. ROY précise que le 11^{ème} programme comptera des contrats avec les EPCI pour les petits cycles et avec les structures idoines pour le grand cycle.

M. BOUILLON invite les administrateurs à délibérer.

Les règles de priorisation des dossiers de demandes d'aide pour l'année 2018 recueillent un avis favorable du conseil d'administration.

La délibération n°2018-17 - RÈGLES DE PRIORISATION DES DOSSIERS DE DEMANDES D'AIDE POUR L'ANNÉE 2018 - est adoptée à l'unanimité.

IV. DESIGNATION A LA COMMISSION DU PROGRAMME

(point III de l'ordre du jour initial)

M. ROY fait savoir qu'un siège supplémentaire est accordé à l'État et aux établissements publics pour intégrer une représentation de l'Agence française pour la biodiversité.

La désignation à la commission du programme de l'AFB recueille un avis favorable du conseil d'administration.

La délibération n°2018-15 - DESIGNATION A LA COMMISSION DU PROGRAMME - est adoptée l'unanimité.

V. PRÉPARATION DU 11^{ÈME} PROGRAMME (2019-2024)

(point IV de l'ordre du jour initial)

M. ROY indique le conseil d'administration ne sera pas amené à se prononcer ce jour sur l'énoncé de programme, afin de tenir compte du déroulé des Assises de l'eau et des annonces attendues pour le 17 juillet, ainsi que pour permettre un premier débat de fond sans vote lors des séances des comités de bassin de début juillet.

Présentation

Un diaporama est projeté à l'écran.

Calendrier d'adoption du 11^{ème} programme

Mme ASTIER-COHU précise que le 11^{ème} programme devrait être soumis au vote du conseil d'administration le 5 septembre 2018. Le vote conforme des comités de bassin reste en effet programmé le 17 septembre pour la Corse et le 21 septembre pour Rhône Méditerranée. La définition précise des modalités d'aide sera proposée au conseil d'administration du mois d'octobre 2018.

Suite des réunions de concertation

Mme ASTIER-COHU souligne que la phase de concertation a permis de conduire des échanges approfondis avec les chambres d'agriculture, les acteurs industriels, les collectivités locales et les instances de bassin de l'Agence. Les éléments résultant de cette concertation ont été soumis au débat lors de la commission du programme élargie du 17 mai, puis présentés pour information devant le Bureau du comité de bassin Rhône Méditerranée du 1^{er} juin. Le 28 juin, une réunion aura lieu en présence des associations de

protection de l'environnement, des pêcheurs et des associations de consommateurs, ce qui viendra clore la 2^{ème} phase de concertation avec les collègues et sous-collèges.

L'évolution des redevances porte quatre grands objectifs :

- inciter au changement de comportements dans le cadre du changement climatique (irrigation) ;
- lutter contre les pollutions les plus toxiques (industrie) ;
- baisser globalement la pression fiscale (collectivités + industrie) ;
- trouver des ressources financières plus spécifiques à la biodiversité.

Suite aux réunions de concertation, les mesures suivantes sont soumises au conseil d'administration :

- Création d'une zone montagne, avec un taux intermédiaire, pour la redevance prélèvement pour irrigation gravitaire ;
- Fusion des taux eaux superficielles et eaux souterraines pour la redevance pour refroidissement avec restitution à plus de 99 %, en s'alignant vers les taux les plus bas ;
- Baisse des taux principalement axée sur la redevance collecte (domestique et non domestique, de 0,155 à 0,13 euro/m³), et sur la redevance pollution domestique (de 0,29 à 0,28 euro/m³).

Sur la base de ces propositions, les recettes représenteraient 3,068 milliards d'euros (contre 3,212 milliards d'euros lors du 10^{ème} programme), avec une baisse progressive des recettes annuelles pour tendre vers le plafond mordant.

La prime pour épuration serait maintenue. Toutefois, pour tenir compte de la pression sur les ressources, elle sera réduite de moitié. Cette baisse serait progressive sur les 4 premières années. Il est également proposé de supprimer le taux dégressif lié à la taille des stations d'épuration.

Une part importante des aides est préservée au bénéfice des zones rurales, en ZRR. Des discussions sont engagées avec les grandes agglomérations. Elles portent notamment sur l'optimisation du taux de retour grâce aux aides « STEP innovantes », « réseaux intelligents » et « eau dans la ville ». Il est également envisagé de bonifier des prêts bancaires ou des prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations à très long terme (30 ans et plus) pour appuyer les projets non éligibles aux subventions en eau potable et en assainissement.

Les propositions faites à destination de l'agriculture portent sur l'élargissement des aides aux travaux et aux acquisitions foncières en zone de sauvegarde des ressources stratégiques. Les aides au matériel limitant l'usage des pesticides seraient en outre ouvertes à l'ensemble des territoires prioritaires des SDAGE, y compris les aires d'alimentation des captages prioritaires.

Lors de la concertation, les représentants des industriels ont formulé une demande de baisse des redevances en contrepartie de la réduction de 125 millions d'euros à 120 millions d'euros des aides programmées hors enveloppe spécifique à l'adaptation au changement climatique. Cette réduction ciblerait la redevance collecte.

Toujours dans l'industrie, deux points de réserve restent à creuser et renvoient :

- à la proposition de limitation aux PME des aides pour la prévention des pollutions accidentelles ;
- au plancher de 10 000 euros de projet, pouvant être pénalisant pour les opérations collectives.

Au sein du bassin de Corse, il est proposé de passer un accord-cadre global entre l'Agence et la Collectivité de Corse pour fixer les principes de co-financement et de priorisation des actions, en particulier pour la mise en œuvre de la solidarité territoriale au sein des ZRR.

Un autre sujet corse en suspens pointé par la délibération du mois de mars renvoie à la définition des zones prioritaires pour la mise en œuvre des aides au titre de l'enjeu de gestion quantitative de l'eau dans l'attente du SDAGE 2022-2027. Un projet de zonage est en cours de discussion. Pour ces zones en tension, les aides « économies d'eau » et « substitution » seraient ouvertes au titre de la ligne 21. La majoration de la redevance prélèvement y serait mise en place. En parallèle, les aides à la substitution seraient conditionnées à l'élaboration au plan territorial de règles de gestion et de partage de la ressource en eau.

Toujours en Corse, la priorité est donnée aux actions prévues aux programmes de mesures, mais avec une ouverture possible études préalables et travaux de restauration morphologique découlant des études GEMAPI à l'échelle des bassins versants (préconisées par le SDAGE 2016-2021).

Dans un contexte de baisse des capacités d'intervention, l'Agence est contrainte de relever le niveau de sélectivité, en fonction :

- de la maturité des projets ;
- du gain environnemental ;
- du rapport coût/efficacité ;
- d'un montant plancher à déterminer pour optimiser les coûts de gestion.

Il reste à ce stade à bâtir un argumentaire visant à mettre en valeur l'importance de la mobilisation de l'Agence pour les territoires ruraux. Et plus globalement, la visibilité des aides de l'Agence a vocation à être renforcée.

Maquette financière du 11^{ème} programme

La prévision d'exécution représente 2,425 milliards d'euros, contre une exécution prévisionnelle de 3,019 milliards d'euros pour le 10^{ème} programme.

M. PAUL quitte la séance et M. BLUY la rejoint à 10 heures 30.

Débat

M. BONNETAIN souhaite exprimer la colère des élus locaux. Les financements sont orientés à la baisse, qu'ils proviennent de l'État ou des régions. Si M. BONNETAIN est en colère, il préfère que l'Agence garde la main sur le 11^{ème} programme. C'est pourquoi il votera favorablement. Dans le cas contraire, l'État pourrait prendre la main et remettre en cause l'existence des agences de l'eau. M. BONNETAIN souhaite également signaler que le travail de la commission du programme a été exceptionnel depuis 18 mois. Les réunions de cette commission sont longues et fréquentes. Pour autant, ses membres sont particulièrement assidus.

M. ROUSTAN s'exprime en qualité de maire d'une petite commune rurale de montagne et dénonce l'arrêt des aides aux petites communes dont l'intercommunalité n'aurait pas pris la compétence eau et assainissement. Cette mesure est discriminatoire. Les communes rurales ont besoin de soutien.

M. ROUSTAN souhaiterait que l'Agence réfléchisse également à la baisse des redevances pour l'irrigation gravitaire en zone de montagne, où s'exerce également une forte pression pour assouplir la réglementation.

Enfin, M. ROUSTAN considère que le plancher de 10 000 euros pourrait porter préjudice aux milieux associatifs.

M. RAYMOND note que des réunions de concertation spécifiques ont eu lieu avec différents acteurs. Sur le fond, il est gênant de proposer aujourd'hui une délibération alors que les usagers, les associations et les pêcheurs ne seront entendus que le 28 juin. Cela est d'autant plus gênant que les usagers, les associations et les pêcheurs souhaitent aborder des sujets critiques, dont ceux liés aux pollutions. M. RAYMOND demande donc le report de la délibération.

M. SADDIER rappelle que le comité de bassin a été renouvelé le 15 décembre 2017, soit 6 jours avant le vote du projet de Loi de finances 2018 ayant instauré le plafond mordant. La nouvelle instance prend donc ses marques en devant gérer des coupes budgétaires d'une ampleur tout à fait considérable. Jusqu'à l'automne 2017, le travail de construction du programme s'opérait sur une base de 500 à 550 millions d'AE chaque année. Depuis le mois de janvier 2018, l'Agence doit faire un programme avec 100 à 150 millions d'euros de moins dans ses projections annuelles. Il est évidemment difficile d'aboutir dans de telles conditions.

M. SADDIER déplore par ailleurs le découpage en deux séquences distinctes des Assises de l'eau. La 2^{ème} séquence ne sera pas close avant le 31 octobre 2018, c'est-à-dire la date limite de délibération par les comités de bassin. Très clairement, ces votes auront lieu alors que les conclusions des Assises de l'eau ne seront pas connues.

M. SADDIER constate que le budget diminue de 20 à 25 % pour 3 agences, de 10 % pour 2 agences, alors qu'il augmente de 8 % pour la 6^{ème} et dernière agence. Il comprend que les agences soient invitées par l'État à contribuer au redressement des comptes de la Nation, mais il est étonnant que l'une d'entre elles voit ses moyens augmentés.

À titre personnel, M. SADDIER considère que cette situation n'est pas acceptable. Pour Rhône Méditerranée Corse, les capacités annuelles de paiement passent de 550 à 400 millions d'euros. En tenant compte des restes à payer du 10^{ème} programme, elles sont en réalité ramenées à 380 millions d'euros. Dans ces conditions, l'amendement adopté ce jour par le conseil d'administration et consistant à ne pas plafonner les aides actées par contrat ne pourra que conduire à orienter les montants limités disponibles vers certains dossiers. M. SADDIER tient en outre à faire savoir, notamment aux représentants des usagers, que ces coupes budgétaires entraîneront, *in fine* une augmentation de la facture d'eau, du fait de la diminution de la prime que les services d'eau et d'assainissement devront compenser.

Sans prendre position, M. SADDIER entend que les grandes villes, dont les primes épuratoires sont devenues un facteur d'équilibre du budget de fonctionnement, craignent de voir ces primes disparaître.

M. SADDIER pense que réserver les aides aux structures supracommunales est l'avenir, mais estime difficile de justifier l'exclusion des communes du jour au lendemain. L'exclusion d'une partie du territoire à cause d'un montant plancher fait également débat. Par définition, une opération collective vise à aider les petits porteurs ne pouvant pas atteindre les montants planchers. En outre, l'assainissement non collectif est en voie de disparition dans le dispositif de l'Agence, alors qu'il est indispensable dans certains territoires.

M. SADDIER doit également remarquer que les financements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations sont actuellement plus chers que ceux qu'il est possible de trouver sur le marché.

M. SADDIER achève son intervention sur une note positive, soulignant l'ouverture de ses interlocuteurs en Préfecture, au Gouvernement et au sein de l'État. Le dialogue reste ouvert, mais un geste budgétaire est plus que jamais nécessaire. M. SADDIER souhaite qu'un accord soit trouvé pour que les comités de bassin puissent donner leur avis conforme.

M. BOUILLON se déclare tout à fait conscient des réactions ayant suivi l'annonce des restrictions budgétaires. Ces réactions ont été communiquées au Gouvernement. Toutefois, M. BOUILLON est tenu au titre de ses missions de faire appliquer la loi. La baisse des capacités financières conduit nécessairement à une plus grande sélectivité. S'il a conscience de la faiblesse de la baisse de la redevance pour les usagers, elle n'en sera pas moins perçue positivement par les consommateurs. Elle pourrait d'ailleurs être supérieure à 3 euros/an.

M. BOUILLON assure que l'Agence n'est pas amenée à abandonner les territoires ruraux. Dans un contexte de réduction des capacités budgétaires, il convient toutefois d'éviter le saupoudrage et de viser l'efficacité.

M. BOUILLON estime également important de noter que la délibération ne gravera pas dans le marbre la position de l'Agence, alors que, comme l'a souligné M. SADDIER, les conclusions définitives des Assises de l'eau ne seront connues que postérieurement. La délibération du conseil d'administration de ce jour visera à prendre acte de l'état des débats à un moment donné.

M. ROY indique que l'Agence fera évoluer sa proposition pour tenir compte des positions ayant été exprimées, notamment pour préciser que les aides ne devraient finalement pas être réservées aux intercommunalités, même si celles-ci seront prioritaires. Dans un cadre budgétaire contraint, la priorisation est impérative.

M. ROY note que le plancher de 10 000 euros correspond au montant du projet et non au montant de l'aide. Ce plancher est donc modeste. Il convient également de tenir compte des capacités d'instruction des équipes de l'Agence, dont les effectifs sont amenés à se réduire de manière importante.

M. ROY confirme ensuite la fin des aides à l'assainissement non collectif. Cette décision est déjà effective, l'Agence se contentant de solder les aides engagées précédemment. Le rapport IGF/CGEDD insiste d'ailleurs sur l'inefficacité de ces aides.

M. FRAGNOUD aborde un point purement technique. La fiscalité totale alimentant le Budget général de l'État ne baisse pas. La seule solution consiste à produire davantage de valeur pour renforcer les capacités à redistribuer sur la base de critères à définir collectivement.

M. FRAGNOUD entend que la priorité sera donnée en 2018 aux dossiers les plus matures. Il demande si les dossiers les plus mûrs sont généralement les plus simples, notamment ceux du petit cycle, les enjeux milieux étant plus complexes.

M. ROY note que les restes à payer représentent, davantage que lors des programmes précédents, un facteur décisif. Auparavant, l'Agence s'inscrivait sur une trajectoire de montée en puissance. Les restes à payer augmentaient, mais les recettes augmentaient également. L'augmentation des restes à payer était donc indolore. Cela n'est plus le cas. Les restes à payer sont considérables, alors que les capacités de paiement diminuent. L'effet ciseaux est d'autant plus douloureux que les aides accordés en 2017 par l'Agence ont atteint un niveau historique. De ce fait, les restes à payer continueront à augmenter pendant 2 ou 3 ans. Les aides accordées aux nouvelles opérations deviennent la variable d'ajustement. Pour réduire les restes à payer, il est nécessaire de tenir compte de la maturité des dossiers. M. ROY n'a pas l'impression que l'Agence impacte certains types de dossiers plus que d'autres par cette approche, sauf peut-être les politiques innovantes, lesquelles peuvent par nature être moins matures que le reste des dossiers. En favorisant les projets matures, l'Agence cherche également à consommer les crédits de paiement et à éviter de donner l'illusion d'une trésorerie trop abondante. Dans le contexte ayant largement été décrit, l'illusion d'un fonds de roulement élevé ne pourrait que pénaliser l'Agence lors des arbitrages ultérieurs.

M. ROY rebondit ensuite sur une remarque de M. SADDIER, soulignant que l'évolution différenciée des ressources des agences s'explique par les dynamiques issues du 10^{ème} programme. Certaines agences ont accordé des aides en augmentation jusqu'au terme du 10^{ème} programme, ce qui entraîne des restes à payer importants et ensuite une baisse marquée des ressources. D'autres agences, pour des motifs variés, n'ont pas affiché une telle dynamique jusqu'au terme du 10^{ème} programme. La diminution de leurs ressources est donc plus modeste. L'agence Seine-Normandie par exemple s'est retrouvée, en milieu de 10^{ème} programme, sans trésorerie pour assurer le prélèvement de l'État. Le rythme d'octroi des aides s'est donc fortement réduit à cette époque.

M. BOUILLON considère que les dépenses ne constituent pas une fin en soi. Elles marquent surtout l'importance des besoins et la qualité des projets. M. BOUILLON ajoute que le périmètre Rhône Méditerranée Corse fait face à des contraintes quantitatives que d'autres périmètres ne rencontrent pas aussi intensément. La démographie de Rhône Méditerranée Corse est très dynamique, ce qui joue sur les besoins. M. BOUILLON propose de préciser dans la délibération, que la baisse des ressources est difficilement supportable, dans la mesure où les engagements financiers pris ne traduisent pas une propension à dépenser, mais marquent une prise de conscience des enjeux.

Mme BLANC s'exprime au nom des départements ayant engagé de vraies politiques de l'eau. Elle souhaiterait que la délibération marque la volonté de l'Agence vis-à-vis de ces départements, sur lesquels il est important de s'appuyer. Certains d'entre eux ont développé une ingénierie territoriale d'appui aux communes et aux EPCI n'étant pas des agglomérations.

Mme BLANC revient ensuite sur le plancher de 10 000 euros et suggère de se focaliser sur le bénéfice pour les milieux, plutôt que sur l'importance des montants engagés.

M. IRRMANN ne peut que regretter la trajectoire budgétaire imposée aux agences de l'eau. En parallèle, les effectifs doivent fortement diminuer. Ces deux facteurs conduisent à des choix drastiques, lesquels mettront en difficulté un nombre important d'acteurs engagés pour l'eau. M. IRRMANN suggère de procéder à une vraie estimation du rapport coût/bénéfice de la bonification de prêts bancaires. Il ne faudrait pas que les équipes de l'Agence, déjà sous tension, perdent du temps pour un dispositif dont l'intérêt serait finalement limité.

M. LAVRUT constate que les coupes budgétaires imposées par l'État mettent de nombreux acteurs en difficultés, dont les exploitants agricoles. Il souhaiterait que les dispositifs portant sur la qualité de l'eau dans les aires d'alimentation de captage et les zones de sauvegarde puissent gagner en efficacité.

M. JEAMBAR estime que les critères d'évaluation doivent avant toute chose permettre la comparaison entre les opérations. Il propose par ailleurs de fixer le plancher à 5 000 euros plutôt qu'à 10 000 euros. Enfin, M. JEAMBAR ne comprend pas que les aides de prévention des pollutions accidentelles soient orientées vers les seules PME.

M. BONNETAIN regrette que le vote du 11^{ème} programme ait lieu avant la conclusion des Assises de l'eau. Lorsque le conseil d'administration délibérera, le bilan du volet consacré au grand cycle de l'eau ne sera pas connu. Ce manque de visibilité est gênant.

M. BONNETAIN pense qu'il serait important de mieux communiquer, dans un contexte où certains acteurs se sentent particulièrement impactés, alors qu'en réalité ils le sont moins que d'autres. Cette communication permettrait également de valoriser le travail de conception mené par les équipes de l'Agence. M. BONNETAIN propose de faire la promotion de différents outils législatifs, dont la compétence GEMAPI. Enfin, il serait très utile de mettre en avant les enjeux de biodiversité auprès du grand public, afin que chaque usager fasse le lien entre les quelques euros qu'il paie au travers des taxes et l'importance des enjeux que ces taxes permettent d'affronter.

M. RAYMOND exprime sa préoccupation en lisant que des aides seraient prévues pour des matériels permettant de limiter l'usage des pesticides. L'intitulé est peu clair. Il a déjà été acté que l'Agence n'avait pas vocation à subventionner des pulvérisateurs, même moins consommateurs, venant répandre des molécules, *a fortiori* au sein de zones de captage. M. RAYMOND propose une autre rédaction, conforme à l'esprit de l'Agence et consistant à « étendre les aides aux matériels offrant une alternative à l'usage des pesticides ».

M. AGUILERA considère que la division de moitié des pesticides prévue par Ecophyto 2 permet de tendre vers leur suppression. Les exploitants agricoles ne sont pas contraints de solliciter les subventions de l'Agence de l'eau. Si celle-ci n'accompagne pas le premier pas, il est possible que rien ne se passe. Le 10^{ème} programme, ambitieux, fixait un objectif de zéro pesticide dans les aires d'alimentation des captages prioritaires. Force est de constater que cette ambition n'a pas été atteinte.

M. RAYMOND observe que ce discours du « premier pas » est entendu depuis 10 ans, pour des résultats totalement nuls. La consommation de pesticides a augmenté ces 10 dernières années.

M. ROY précise qu'il est question d'une extension des aides de l'Agence aux matériels permettant de réduire les traitements aux aires d'alimentation des captages prioritaires, ces aides étant déjà possibles ailleurs au titre d'Ecophyto 2. Cette mesure a été proposée lors de la dernière réunion de la Commission du programme, en concertation avec les représentants des exploitants agricoles. Dans les faits, certains d'entre eux n'engageront aucune mesure sans accompagnement donc le risque est qu'il ne se passe rien si seuls les matériels alternatifs aux traitements sont aidés. Par ailleurs, il est techniquement difficile de définir les exploitations en aires d'alimentation des captages, la définition actuelle, basée sur l'emplacement du siège d'exploitation, n'étant d'évidence pas satisfaisante. Des exploitations ont leur siège social en dehors des zones d'alimentation de captage, mais peuvent mener des activités à l'intérieur de ces zones, et vice-versa.

M. LAVRUT considère que les traitements phytosanitaires peuvent, s'ils sont utilisés de manière raisonnée, ne pas remettre en cause la qualité de l'eau.

La séance est suspendue de 11 heures 50 à 11 heures 55.

M. BOUILLON indique qu'il est proposé d'amender le projet de délibération, pour marquer la nature excessive de la baisse des ressources de l'Agence, ainsi que les besoins grandissants liés au dynamisme démographique du périmètre Rhône Méditerranée Corse et à l'importance du changement climatique. Il est également proposé d'inciter l'Agence à promouvoir la signature d'accords-cadres avec les départements et les régions. En outre, l'Agence lutterait contre les pollutions toxiques et non plus seulement contre les pollutions les plus toxiques. Enfin, la limitation aux PME de l'aide à la prévention des pollutions accidentelles ne serait plus obligatoire, mais suggérée.

M. FAURE signale que les représentants des consommateurs proposent de n'autoriser que les mesures alternatives aux produits phytosanitaires à l'intérieur des zones d'alimentation de captage. L'Agence ne peut pas financer des matériels conduisant à l'utilisation de produits phytosanitaires à l'intérieur de ces zones.

M. BOUILLON propose de délibérer sur la proposition d'amendement formulée par les représentants des consommateurs.

L'amendement proposé par les représentants des consommateurs est rejeté par 14 voix défavorables, 1 abstention et 7 voix favorables.

M. RAYMOND quitte la séance, considérant que le rejet de cet amendement est scandaleux. Il considère que les représentants de l'État votent pour l'empoisonnement de la population en finançant des matériels conduisant à l'utilisation de produits phytosanitaires à l'intérieur des zones d'alimentation de captage.

M. BOUILLON observe que le débat a eu lieu et considère que M. RAYMOND n'a pas le droit de traiter l'État d'empoisonneur.

Monsieur RAYMOND quitte la séance à 12 heures 03.

M. BOUILLON propose ensuite de délibérer sur le projet d'amendement dont il a donné lecture.

La préparation du 11^{ème} programme (2019-2024) recueille 17 votes favorables et 5 abstentions.

La délibération n°2018-16 –PREPARATION DU 11^{EME} PROGRAMME (2019-2024) – est adoptée.

Monsieur SADDIER quitte la séance à 12h05

Monsieur BOUILLON, président du conseil d'administration, quitte la séance à 12 heures 05. La présidence de séance est alors assurée par Monsieur BONNETAIN.

VI. ADMISSIONS EN NON-VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Présentation

Mme FLEURENCE indique que l'essentiel des non-valeurs correspond à des sociétés liquidées ou à des débiteurs n'étant pas en mesure d'honorer leurs dettes. Le montant total des non-valeurs s'établit à 166 559,51 euros.

Les admissions en non-valeur des créances irrécouvrables recueillent un avis favorable du conseil d'administration.

La délibération n°2018-18 - ADMISSIONS EN NON-VALEUR DES CREANCES IRRECOUVRABLES - est adoptée à l'unanimité.

VII. RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE 2017

M. ROY parcourt rapidement le rapport d'activité de l'Agence pour l'année 2017.

L'exercice de l'année écoulée a été marqué par le niveau record des aides accordées, ce qui découle de l'activité intense des équipes. M. ROY souligne que le niveau de télédéclaration s'établit à 70 % en 2017. Désormais, l'Agence adresse les formulaires au format papier uniquement sur demande. En 2017, les aides relatives au petit cycle restent majoritaires. L'Agence continue de s'investir pour favoriser les économies d'eau, lesquelles ont représenté en 2017 la consommation de l'équivalent d'une ville de 450 000 habitants.

Enfin, M. ROY souhaite mettre l'accent sur les actions que l'Agence mène à l'international.

M. BONNETAIN s'enquiert des remarques des administrateurs sur le rapport d'activité.

M. FRAGNOUD souligne la qualité du document présenté.

M. IRRMANN se réfère au baromètre de satisfaction. Les agents mettent l'accent sur l'information des demandeurs voyant leur dossier être refusé : il est plus que jamais nécessaire de faire preuve de beaucoup de pédagogie.

M. BONNETAIN assure que cette remarque sera prise en compte.

M. MATHIEU constate que la dématérialisation se prête assez mal à une lecture complète des documents. Si la réduction de la consommation de papier doit demeurer un objectif, les documents dématérialisés doivent être présentés sous une forme incitant à la lecture.

M. ROY remarque que le baromètre de satisfaction reste globalement positif, mais confirme que les agents émettent une alerte concernant l'information des demandeurs.

Mme BLANC suggère d'introduire des supports vidéo dans le contenu du rapport d'activité.

M. POLITI propose de valoriser l'activité des commissions et instances. Il serait également intéressant d'introduire deux éditos consacrés aux deux comités de bassin.

M. ROY pense en effet qu'il serait intéressant de valoriser le travail des instances et retient pour la prochaine édition la proposition de rédaction d'éditos renvoyant aux comités de bassin.

Le rapport d'activité de l'année 2017 recueille un avis favorable.

La délibération n° 2018-19 - RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'ANNEE 2017 - est adoptée à l'unanimité.

VIII. IMMOBILIER DE MONTPELLIER

Un diaporama est projeté à l'écran.

Présentation

Mme GRAVIER-BARDET signale que la délégation de Montpellier envisage de déménager prochainement. Le terme du bail actuel est fixé au 25 mai 2022, mais une première échéance de dénonciation surviendra le 25 novembre 2018. Le ratio d'occupation représente actuellement 16 m² de surface utile nette par poste de travail, ce qui excède la norme de 12 m² fixée par la politique immobilière de l'État. En outre, le loyer et les charges sont élevés. Une recherche a été engagée et conduit à 4 scénarios :

- Une acquisition, avenue Albert Einstein, proche de la délégation actuelle, mais dans un ensemble devant faire l'objet de lourds travaux de rénovation et pour des surfaces supérieures aux besoins ;
- Une acquisition au sein de l'Arche Jacques Cœur, dans le centre-est, à proximité de la DDTM et dans une zone bien connectée ;
- Une location à Pérols ;
- Une acquisition à Pérols, mais le bien n'est plus disponible.

Il est proposé de retenir le projet d'acquisition au sein de l'Arche Jacques Cœur.

Débat

M. IRRMANN considère qu'une acquisition permettrait à l'Agence de répondre aux objectifs de baisse des coûts de fonctionnement. De plus, le projet au sein de l'Arche Jacques Cœur est privilégié par les agents. La configuration du bâtiment répond aux besoins de la délégation, et ce dans une zone jugée très intéressante. M. IRRMANN propose d'exprimer cette préférence dans le contenu de la délibération.

M. ROY retient cette proposition, l'Agence partageant cette préférence.

La délibération ainsi amendée recueille un avis favorable du conseil d'administration

La délibération n°2018-20 - IMMOBILIER DE MONTPELLIER - est adoptée à l'unanimité.

IX. BILAN SOCIAL DE L'ANNÉE 2017

Un diaporama est projeté à l'écran.

Présentation

Mme GRAVIER-BARDET indique que la baisse des effectifs de l'Agence engagée en 2010 se poursuit en 2017. L'utilisation du plafond d'emploi est optimale, avec un dépassement limité à 0,1 ETPT. La pyramide des âges illustre la poursuite du vieillissement des effectifs de l'Agence, l'âge moyen passant de 45 ans en 2016 à 46 ans en 2017. La tranche des 55-65 ans compte 55 agents, soit 15 % de l'effectif. L'ancienneté passe quant à elle de 16,5 ans à 17 ans.

En termes de mobilités, 4 arrivées se sont produites en 2017. La mobilité interne est importante, avec 45 changements de poste, dont 25 changements liés à la réorganisation de la délégation de Marseille. Dans le même temps, 11 départs ont eu lieu. L'Agence maintient son engagement pour l'intégration de stagiaires et d'apprentis.

Les heures écrêtées (au-delà de 36 heures par trimestre), annulées (non récupérées le trimestre suivant leur acquisition) et non prises en compte (effectuées entre 21 heures et 7 heures ou au-delà de 10 heures par jour) restent importantes, mais sont orientées à la baisse. Au total, 14 000 heures ont été perdues en 2017, contre 15 800 heures en 2016 et 18 000 heures en 2015. La moyenne ressort à 45 heures par agent, avec une valeur individuelle maximale de 431 heures. Le phénomène se concentre au sein des catégories 1 et 1 bis.

L'absentéisme pour maladie représente 3 274 jours, ce qui s'inscrit dans la moyenne des années antérieures.

Le bilan social comporte un focus sur les risques psychosociaux :

- Une forte mobilisation de l'encadrement et des instances ;
- Trois réunions du Comité RPS en 2017 ;
- Un axe de travail sur le travail haché suite à l'enquête RPS de 2016 ;
- Un axe de travail sur les addictions avec la collaboration de l'ANPAA ;
- Des procédures destinées à tous :
 - « *Détection et signalement des situations individuelles et collectives dégradées* » ;
 - « *Conduite à tenir en cas d'évènement grave, ou traumatisant, ou de comportement anormal* ».
- Le partage d'une typologie des facteurs de risque les plus fréquents rencontrés par les agents en souffrance ;
- La décision de renouvellement de l'enquête RPS au mois de mars 2018.

Le plan de formation a été réalisé à hauteur de 88 % en 2017, avec une moyenne de 3,4 jours de formation par agent.

Enfin, le bilan social permet de retracer l'activité des instances représentatives du personnel et du dialogue social dans son ensemble.

Débat

M. FRAGNOUD demande des précisions sur les mesures effectivement mises en œuvre pour que les effectifs suivent la trajectoire de suppression de postes fixée par l'État.

M. ROY explique que l'Agence a établi un schéma prévisionnel des emplois et des compétences (SPEEC), afin de tenir compte de l'évolution des missions, des compétences à développer et des objectifs de réduction des effectifs. Quantitativement, le pilotage repose d'abord sur un très faible nombre d'arrivées.

M. IRRMANN souligne la qualité du document. Il fait ensuite le constat d'un vrai dialogue social. La saturation du plafond d'emploi est positive, alors que les équipes sont sous pression et perdent de nombreuses heures chaque année. Si le nombre d'heures perdues baisse, il est à noter que le solde des comptes épargne temps augmente. Les agents renoncent peut-être à une partie de leurs congés pour assurer le travail qui leur est confié. Dans cette situation, la formation peut devenir une variable d'ajustement, ce qui expliquerait la baisse constatée du nombre de jours de formation par agent. M. IRRMANN remarque cette année encore que le taux d'absentéisme est plus important chez les femmes que chez les hommes, ce qui mériterait une analyse. Il souhaite également signaler que de nombreux agents parviendront dans les années à venir au maximum de leur grade. Or le changement de grade repose sur un taux promu/promouvables excessivement faible. Le nombre de promovables se réduisant, le nombre de promu devrait encore se réduire. M. IRRMANN constate que les démarches engagées en matière de prévention des risques psychosociaux portent leurs fruits et encourage l'Agence à poursuivre dans cette voie. Enfin, il regrette la baisse des montants engagés au titre de l'action sociale.

M. SAINT-LEGER tient à préciser que les heures écrites, annulées et non prises en compte représentent de l'ordre de 10 ETP. En 2017, ce travail gratuit a été supérieur à la baisse des effectifs, à laquelle il vient s'ajouter. Le phénomène est amplifié par l'augmentation du solde des comptes épargnes temps. Les agents perdent des heures et sont tout de même contraints de renoncer à certains congés pour absorber la charge de travail. L'augmentation de l'absentéisme de courte durée doit également être prise en compte, même si cet indicateur est à considérer avec prudence. M. SAINT-LEGER observe enfin que l'Agence passera progressivement, du fait de l'arrêt du recrutement de contractuels, à un effectif majoritairement fonctionnaire, ce qui appellera une politique de gestion de corps.

La séance est levée à 12 heures 45.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

Séance du 13 juin 2018

LISTE DE PRÉSENCE

Quorum : 35/38 (21 présents + 13 pouvoirs)

Le président du conseil d'administration : (1 voix)

Stéphane BOUILLON, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Collège des élus (régions, départements, communes, ...)

(5 présents et 4 pouvoirs : 9 voix)

Présents

- M. Pascal BONNETAIN, adjoint au maire de Labastide-de-Virac
- M. Jean-Marc BLUY, adjoint au maire d'Avignon
- Mme Geneviève BLANC, conseillère départementale du Gard
- M. Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice-Côte d'Azur
- M. Didier REAULT, adjoint au maire de Marseille

Administrateurs du collège des élus absent ayant donné pouvoir

- Mme Isabelle MAISTRE, adjointe au maire de Bourg-en-Bresse, a donné pouvoir à M. BONNETAIN
- M. Joël ABBEY, maire de Pontailleur-sur-Saône, a donné pouvoir à M. BONNETAIN
- M. Gilles D'ETTORE, maire de la ville d'Agde, a donné pouvoir à M. PAUL
- Mme Mireille BENEDETTI, conseillère régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, a donné pouvoir à M. REAULT

Collège des usagers (organisations professionnelles, associations agréées, institutions représentatives)

(10 présents et 2 pouvoirs : 12 voix)

Présents

- M. Jean-Louis FAURE, membre de Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV)
- M. Dominique DESTAINVILLE, Société GRAP'SUD Union
- M. Jean-Marc FRAGNOUD, Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes
- M. Frédéric PIN, président association interdép. Des pêcheurs professionnels de la Saône et du Haut-Rhône
- M. Patrick JEAMBAR, administrateur d'Ahlstrom specialities
- M. François LAVRUT, vice-président de la chambre départementale d'agriculture du Jura
- M. Vincent GABETTE, directeur coordination de l'eau - EDF
- M. Jean RAYMOND, administrateur de la CPEPESC Franche-Comté
- M. Claude ROUSTAN, président de la fédération de pêche des Alpes-de-Haute-Provence (04)
- M. Henri POLITI, office d'équipement hydraulique de Corse (OEHC)

Administrateurs, collège des usagers absents ayant donné pouvoir

- M. Loïc FAUCHON, président directeur général des Eaux de Marseille, a donné pouvoir à M. GABETTE
- M. Denis VAUBOURG, responsable environnement groupe SOLVAY, a donné pouvoir à M. JEAMBAR

Collège des représentants de l'état (Ministères - Établissements Publics)

(5 présents et 7 pouvoirs : 12 voix)

Présents

- La directrice de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes est représentée par M. Yannick MATHIEU
- Le commissariat à l'aménagement des Alpes est représenté par Mme Nadine MORDANT
- Le directeur de la DRAAF Auvergne Rhône-Alpes est représenté par M. Alain AGUILERA
- Le directeur général de l'agence française pour la biodiversité (AFB) est représenté par Jacques DUMEZ
- Le directeur régional des finances publiques Auvergne Rhône-Alpes (DRFIP) est représenté par Mme Ethel ROSENTHAL

Administrateurs, représentants de l'État, absents ayant donné pouvoir

- La directrice de la DREAL PACA, a donné pouvoir au Commissariat à l'aménagement des Alpes
- Le secrétaire général pour les affaires régionales Auvergne Rhône-Alpes, a donné pouvoir à la DRAAF Auvergne Rhône-Alpes
- La directrice générale du Conservatoire de l'Espace Littoral et des rivages lacustres a donné pouvoir à la DRAAF Auvergne Rhône-Alpes
- Le directeur interrégional de la Mer Méditerranée (DIRM) a donné pouvoir à l'Agence française pour la biodiversité
- Le directeur général de l'agence régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, a donné pouvoir à l'Agence française de la biodiversité
- Le directeur général des Voies Navigables de France a donné pouvoir à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes
- Le préfet de Corse a donné pouvoir à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes

Représentant du personnel de l'agence (1 voix)

Présents

- M. Sylvain IRRMANN, titulaire
- M. Patrick SAINT-LEGER, suppléant

PARTICIPANTS AUX TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AVEC VOIX CONSULTATIVE

M. Martial SADDIER, président du Comité de Bassin RM

M. Laurent ROY, directeur général de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Mme Simone SAILLANT, commissaire du Gouvernement

Mme Pascale FLEURENCE, agence comptable de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse